



DECLARATION PREALABLE

CNAS PLENIERE DU 18 JUIN 2018

Réunis ce jour en assemblée plénière, nous, représentants de la FSMI FO, faisons le constat que le budget de l'action sociale 2018 ne répond pas à l'attente des personnels de ministère de l'intérieur.

Déjà, la répartition des BDIL (Budget d'Initiative Local) 2018 met en difficulté la Seine Maritime et la Préfecture de Police (structure où les effectifs sont en forte augmentation). Nous demandons que la moyenne agent dans ces deux entités administratives remonte à 12 euros (à même hauteur que la moyenne nationale).

Certes, nous allons approuvé aujourd'hui la convention de prêt études (dont nous découvrons la version définitive sur table aujourd'hui) ainsi que l'extension du PTZMI au département du VAR.

Mais, à quelle date l'extension des chèques CESU aux départements et territoires d'Outre Mer ? Nous sommes favorables à leur mise en place à titre expérimental à LA REUNION le plus tôt possible.

Pour le logement fortement impacté encore une fois par une baisse drastique (3 170 000 euros en 2017, 2 800 000 en 2018). Sur quelle année verra t'on un budget logement digne de ce nom? 15 000 euros étaient inscrits au budget de la communication des logements proposés par le secteur privé. Cette piste doit être relancée car cette ligne budgétaire n'a pas été consommé.

Dans le cadre de l'hébergement d'urgence, le ministère ne doit pas s'interdire l'utilisation des chèques nuitées (dispositif interministériel) pour répondre à la demande de plus en plus forte.

Les espaces sociaux de restauration sont de plus en plus nombreux (leur mise en place a été relancée par l'instruction du 13 janvier 2017). Les collègues ne fréquentent plus les restaurants administratifs. Le reste à charge demandé par agent est inégalitaire sur le territoire. Voilà encore une piste que l'on aurait pu travailler.

Nous n'avons pas à l'ordre du jour la répartition des sommes versées aux partenaires sociaux (ANAS, FJM, ADASP...) (budget en diminution de plus de 1 million). Quels sont les partenaires qui vont supporter la baisse ? D'autant plus, que la fin des contrats aidés met à mal l'organisation de ces structures.

Par contre, sur le périmètre police, la diminution du budget partenariat associatif (FSPN ligue moto...) n'est que de 100 000 EUROS.

POURQUOI CES CHOIX ?

Lors de la dernière assemblée plénière, les représentants FSMI FO avaient demandé de la transparence sur la répartition du budget 2018. IL N'Y EN A PAS.

Pour diffuser, l'information sur l'action sociale proposée au MI, la FSMI FO a proposé que du temps soit accordé au correspondant d'action sociale (CAS). Refusé par l'administration.

On voit donc, que sur ces sujets sensibles liés pour nous aux conditions de travail, (et pourtant l'administration nous parle de prévention suicide, de bien être au travail), que le ministère de l'intérieur ne respecte pas ses obligations d'employeur en offrant à l'ensemble des collègues du ministère (tous périmètres confondus) d'être logés, de se restaurer, de trouver des solutions pour la garde de leurs enfants dans de bonnes conditions.

Je vous remercie d'annexer la présente déclaration au procès-verbal de cette assemblée plénière.